

L'orpaillage (l'extraction artisanale de l'or) : Est-il un moteur de développement en Mauri- tanie?

Moustapha Taleb Heidi

Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Ouest Saharien

info@extractivism.de | www.extractivism.de



| The Author

Le Dr. **Moustapha Taleb Heidi** travaille depuis plusieurs années en tant que chercheur sur les dynamiques sociales dans le Maghreb de l'Ouest. Ses derniers travaux ont porté sur l'exploitation minière artisanale dans le nord de la Mauritanie dans le cadre du projet CAPSAHARA (Critical approaches to politics, social activism and Islamic militancy in the western Sahara region) financé par le Conseil européen de la recherche : (<http://capsahara-cria.fcsh.unl.pt>). De 2012 à 2017, le Dr. Heidi a enseigné à l'Université de Nouakchott au niveau du Master « Territoires et Migrations ». Auparavant, il a collaboré avec plusieurs programmes de développement en Mauritanie et en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali et au Sénégal. Il a été distingué avec le groupe de recherche international « One health » du « Swiss Transdisciplinarity Award » en 2004.

DOI: 10.17170/kobra-202306058165

Extractivism Policy Brief is an Open Access online publication downloaded freely at www.extractivism.de. Readers are free to share, copy, and redistribute this document in any medium or format for any purpose, even commercially, according to the [Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 Germany \(CC BY-NC-ND 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/). Conditions imply that no changes are made to the text, and writers and the www.extractivism.de project are referenced correctly as the original. Extractivism Policy Briefs publish on social-economic, cultural, political, and timely topics concerning extractivism in both regions. Extractivism.de team is responsible for reviewing, fact-checking, editing, and publishing the final policy briefs. The opinions expressed in each publication are exclusive of the respective authors and do not necessarily reflect the views of the project. Extractivism.de cannot be held liable for any consequences concerning a policy brief following its publication.

© Extractivism.de, 2023, All rights reserved.

| IN SHORT

EN

- In 2021, Mauritania exported approximately 13 million tons of iron, 20% of which was bound for Western Europe.
- The economic structure of this country is increasingly rent based.
- The extractive sector does not act as a catalyst for the country's development. Its contribution to poverty reduction remains insignificant.
- Poverty remains a significant feature of the country, ranking 157th out of 189 according to the Human Development Index in 2020.

DE

- Mauretanien exportierte im Jahr 2021 etwa 13 Millionen Tonnen Eisen, von denen 20 % für Westeuropa bestimmt waren.
- Die Wirtschaftsstruktur des Landes ist zunehmend von Renten geprägt.
- Der Rohstoffsektor wirkt nicht als Katalysator für die Entwicklung des Landes. Sein Beitrag zur Armutsbekämpfung ist unbedeutend.
- Das Land ist weiterhin von Armut gekennzeichnet. Nach Daten des Human Development Index steht das Land im Jahr 2020 an 157. von insgesamt 189 Stellen.

FR

- En 2021, la Mauritanie a exporté environ 13 millions de tonnes de fer, dont 20 % vers l'Europe occidentale.
- La structure économique du pays est de plus en plus rentière, avec une augmentation importante et diversifiée de la production de matières premières, dont la quasi-totalité est destinée aux marchés étrangers.
- Le secteur extractif ne joue pas le rôle de vecteur du développement du pays et sa contribution à la réduction de la pauvreté reste négligeable.
- La pauvreté reste une caractéristique majeure du pays, classé 157 sur 189 selon l'indice de développement humain en 2020.

ES

- En 2021, Mauritania exportó aproximadamente 13 millones de toneladas de hierro, el 20% de las cuales se destinaron a Europa Occidental.
- La estructura económica de este país es cada vez más rentista, con un aumento importante y diversificado de la producción de materias primas que se dirigen casi en su totalidad a los mercados extranjeros.
- El sector extractivo no actúa como catalizador del desarrollo del país y su contribución a la reducción de la pobreza, sigue siendo insignificante.
- La pobreza sigue siendo una característica principal del país, puesto que en 2020 ocupa el puesto 157 de 189 según el Índice de Desarrollo Humano.

Extraction minière, pauvreté et Etat en Mauritanie : Cela va-t-il toujours ensemble ?

En 2021, la Mauritanie a exporté environ 13 millions de tonnes de fer dont 20% était destiné à l'Europe occidentale, respectivement : l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Espagne (SNIM, 2022). En fait, la structure économique de ce pays est de plus en plus rentière avec une augmentation accrue et diversifiée de la production de matières premières (minerai de fer, cuivre, or, argent, pétrole et bientôt du gaz¹) qui sont presque entièrement dirigées aux marchés extérieurs. La part de ce secteur en plein développement atteint jusqu'à plus de 66% des exportations et plus du quart du PIB (Banque Mondiale, 2022). Sa dimension capitaliste est intense et a attiré durant les deux dernières décennies d'importants investissements directs étrangers². Cependant, malgré cette importance macro-économique, ce secteur extractif ne joue pas de rôle catalyseur du développement du pays, et sa contribution, en particulier, à la réduction de la pauvreté, reste peu significative. En effet, quels sens peuvent vraiment avoir ces chiffres de la dynamique extractive, si l'on prend en considération que la pauvreté reste un trait majeur du pays, se classant 157^{ème} /189 selon l'index du développement humain (UNDP, 2020) ?³

Le caractère extraverti du secteur extractif mauritanien ne constitue pas en fait une exception dans la région. En effet, comme dans les autres pays voisins, les conditions propres à ce type d'économie comme les fluctuations

des prix de ces matières exportées⁴, leur faible valeur ajoutée au niveau local et la gestion/distribution problématique de leurs revenus constituent une réelle vulnérabilité économique (Margin, 2015). Dans le cas particulier de la Mauritanie, en vase communicant avec cette structure économique monolithique, le contexte de l'instabilité politique à travers une interminable transition politique depuis 1978 ne favorise point un réel développement du pays (Ciavolella et Fresia, 2009)⁵.

L'Etat mauritanien introduisit plusieurs réformes pour améliorer le rendement de son secteur minier. Parmi ces tentatives, on peut noter l'ouverture de ses entités "industrielles" (extractives) au capital étranger après plusieurs décennies de l'investissement exclusif de l'Etat. C'est dans ce cadre que la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), la plus grande société minière du pays et pour longtemps symbole de la nationalisation s'est ouvert au capital étranger depuis les années 1980 avec des actionnaires comme le Kuwait (7,7%), l'Irak (5,7%) et le Maroc (2,3%) ainsi que des partenaires privés⁶. Parmi les autres mesures, on peut citer la révision du cadre juridique (le code minier de 2012) pour devenir plus attractif aux opérateurs. En 2016, le nombre de permis miniers (toutes matières confondues) s'élevait à 201 au bénéfice de 150 sociétés (ITIE.Org 2018).

¹ In 2018, Mauritania and Senegal reached a final investment decision with energy companies BP and Kosmos Energy for the Greater Tortue Ahmeyim project, which is expected to generate USD 19 billion in government revenues over the next three decades.

² Depuis 2007, on observe que plusieurs multinationales ont investi en Mauritanie comme Kinross Gold Corporation (dans l'or), Xtrata (dans le fer) ou encore First Quantum Minerals Limited (dans le cuivre).

³ Selon les chiffres officiels, environ 30% des ménages mauritaniens sont touchés par la pauvreté (ANSAD, 2019).

⁴ Entre 2013 et 2017, le prix mondial du fer a perdu plus de ⅓ de sa valeur, passant de 150 USD à 50 USD. Durant cette période, cette baisse mondiale du prix du minerai

a frappé durement les finances publiques de la Mauritanie. Les recettes du gouvernement provenant des industries extractives ont chuté de 24 % en 2013 à 408 millions d'USD.

⁵ En effet, la date de 1978 (le 10 juillet) correspond au premier coup d'état militaire qui a mis fin au pouvoir civil du père de l'indépendance mauritanienne, Mokhtar Ould Dadah. Plusieurs coups/révolutions de palais et même changement par la voie des élections (2007, 2009 et 2019) se succédèrent après mais sans véritable alternance (voir à ce sujet : Brites et al, 2021).

⁶ <https://www.snim.com/index.php/societe/actionnariat.html>

Cependant, cette politique économique qui ouvre de larges horizons (pas forcément adaptés à la capacité institutionnelle nationale) ne se traduit pas par des progrès tangibles et rapides dans les conditions de vie des citoyens. Entre 2012 et 2016, le chômage des jeunes est passé de 18 % à 24% (ONS, 2017).

Comme l'illustre cet exemple sur le chômage, l'économie rentière adoptée depuis 1960 en Mauritanie comme étant la « locomotive » du développement semblait être synonyme d'une dégradation des conditions de vie de la population.

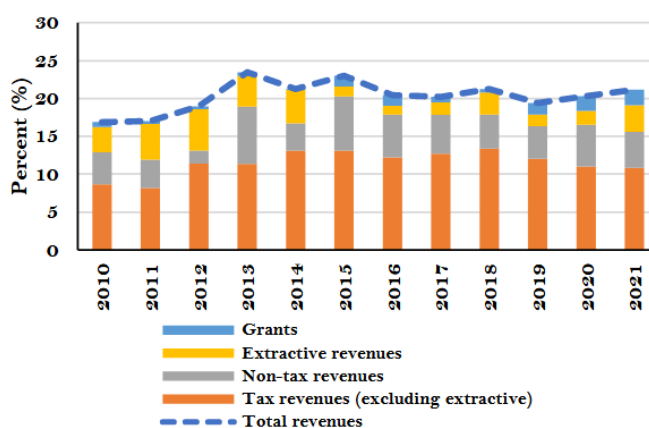
Paradoxalement, le champ politique du pays restait immobile vis-à-vis de cette situation. Autrement dit, la question économique demeurait le parent pauvre du débat politique national. Cette dimension est d'autant plus étonnante que le paysage politique est pluraliste et comprend les tendances les plus variées en termes d'idéologies et de visions sociétales (NDiaye, 2010). Les formations politiques juxtaposent différentes forces : oligarchie traditionaliste, nationalisme radical arabo-berbère d'une part et afro-mauritanien d'autre part), islamisme politique (le parti du *Rassemblement National pour la Réforme* et le *Développement Tawasul*), en passant par des tendances social-démocrate-marxistes (le *Rassemblement des Forces Démocratiques*, le parti *Union des Forces du Progrès* etc.).

Ces acteurs du système politique mauritanien convergent rarement vers une remise en question du contexte économique pourtant précaire. La seule exception visible était cette rare enquête parlementaire sur la corruption lancée en 2020 contre l'ex-président du pays Ould Abdel Aziz⁷ et dont l'issue n'est pas encore claire. En fait, quand leurs antagonismes politiques ne portent pas sur la question identitaire et ses corroborations, les polémiques se tournent généralement vers la gestion quotidienne des affaires publiques.

Les questions du chômage qui s'aggrave d'année en année par manque d'opportunités économiques pouvant l'absorber, les inégalités sociales et les problèmes d'accès aux services basiques ou encore le logement sont rarement abordés ou alors sans questionnement profond sur leurs causes structurelles. Apparemment une ligne politique adossée sur une analyse globale combinant les

champs politique, social et économique semble être révolue. Un tel élan était pourtant présent au début de la période de la formation de l'Etat et notamment dans les années 1970 avec le Mouvement National Démocratique (MND) et « le parti des *Kadihines de Mauritanie* », tous deux proches de l'idéologie gauchiste (Vergara, 1976).

Tableau 1 : Composition du revenu total (% du PIB)



Source : Banque Mondiale, 2022

Dans ces conditions d'impasse économique, le recours de populations mauritaniennes à d'autres formes d'activités innovantes peuvent être perçues comme des alternatives qui remettent en question les choix économiques, sociaux, voire politiques en vigueur dans le pays. L'extraction artisanale de l'or, récente en Mauritanie, peut être analysée de ce point de vue.

Ruée vers l'or : une réponse populaire aux politiques économiques ou un autre modèle de développement ?

Au cours des vingt dernières années, le secteur minier artisanal en Afrique a connu une croissance significative (Banchirigah 2006 ; Østensen et Stridsman 2017 : 33, 37). En 2019, environ dix millions de personnes étaient engagées (avec ou sans autorisation officielle) dans des activités minières artisanales et à petite échelle, couvrant des gisements d'or, de diamants et de coltan (World Bank 2019 : 13).

⁷ L'ex. Président Mohamed Ould Abdel Aziz (2009-2019) est en attente de jugement.

En Mauritanie, à l'exception de quelques petites salines dans le nord, l'exploitation minière artisanale était inconnue jusqu'en 2016. Pour cette raison, le code minier national n'avait pas prévu une telle activité même si ces prémices commencèrent plus tard, conduisant à différentes modifications de cette loi de 2008⁸. En 2016, la donne change complètement avec le transfert de milliers de personnes qui investissaient le désert de l'Inchiri (environ 250 km au nord de Nouakchott), non loin de la zone du permis de la compagnie minière Tasiast. Ces gens en quête de fortune par la recherche de l'or dans l'étendue saharienne ont réagi aux rumeurs qui ont circulé dans le pays sur la découverte d'importantes quantités de cette matière. Utilisant au début de simples détecteurs de métaux, ils engagèrent quelques semaines plus tard de nouveaux modes d'exploration plus audacieux et avancés (forage de puits et de galeries) et qui suggèrent un long terme de leur action. L'introduction de ces pratiques a été facilitée par l'arrivée de migrants du Mali et du Soudan, deux pays connus historiquement par ce phénomène et ayant connu un boom depuis la deuxième décennie de 2000 (Chevrillon-Guibert et Margrin, 2018).



Photo 1 : Orpailleurs dans la zone sud de Tasiast, mai 2021, © MT Heidi

Au fil des années, la zone de l'orpaillage n'a cessé de s'élargir couvrant de nouvelles régions du pays et engageant plus de personnes. Cette situation comprend à la fois l'augmentation démographique des sites déjà existants, la mobilité entre les sites et l'ouverture de nouveaux sites y compris dans des zones assez reculées, comme c'est le cas de *Gleib Ndour* dans le triangle frontalier avec l'Algérie et le Mali (Taleb Heidi, 2022).

⁸ Le code minier date de 2008 (loi n° 2008-011 du 27 avril 2008). Il a été modifié plusieurs fois depuis : en 2009 (loi n° 2009-026 modifiant certaines dispositions

Les statistiques sur les aspects démographiques de cette activité sont rares, eu égard à son caractère informel mais l'estimation officielle était autour de 60,000 personnes. Cependant, ce chiffre porte plutôt sur les personnes directement engagées sur le terrain. Une extension aux emplois indirects au niveau du reste de la chaîne de valeur (traitement des matériaux, fournisseurs de service de logistique, acheteurs de l'or...) ramène facilement le chiffre à 200,000 personnes (AMI, 2020).

Comment est-ce que cette mobilisation humaine a pu se produire dans un bref laps de temps ? Quelles étaient ou que demeurent ses principales significations ?

L'interrogation sur les motivations de cette « migration », « reconversion », « aventure saharienne » ne peut que prendre en compte le contexte du pays développé plus haut. En effet, tenir compte de la disponibilité de cette masse pour entreprendre des activités basées sur la force physique dans les conditions climatiques difficiles du Sahara et sans garantie de résultat est fortement révélateur. En tout cas, au regard du cadre de vie créé de toutes pièces par ces orpailleurs, les normes du vivre ensemble qu'ils ont pu développer durant ces cinq années d'existence et l'ensemble de leur organisation et de leur dynamique économique, montrent que nous avons affaire à un réel mouvement social (Taleb Heidi, 2022). Certes, les orpailleurs ne sont pas un groupe homogène mais leur majorité reflètent bien, en tout cas, les chiffres du chômage mentionnés précédemment. En somme, leur mouvement serait donc une forme subtile de contestation des conditions existantes auparavant et un immense espoir de changement.

Apport économique de l'orpaillage et place de l'Etat mauritanien

Selon une étude réalisée en 2018 par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) sur la Mauritanie, les apports socio-économiques de l'orpaillage sont nettement significatifs. Elle génère plus de

de la loi n° 2008-011 du 27 avril 2008), 2012 et 2014. Nous remarquons que certaines de ces modifications portent sur les carrières artisanales.

833 millions € de chiffre d'affaires par an, dont 67% à Chami et 37% à Zouerate, les deux villes phares de ce secteur. Elle a créé plus de 819 millions € de valeur ajoutée répartie entre ces deux villes minières (GIZ, 2022). Selon la même étude, cette valeur ajoutée représenterait 73% de la valeur ajoutée de l'activité d'extraction de l'or réalisée par les deux entreprises internationales (Tasiast et MCM) et était quasiment égale à la valeur ajoutée de l'extraction du fer réalisée par la SNIM, citée plus haut soit environ 153 millions € en 2018 (Agence Mauritanienne d'Information citant la GIZ, 2020).

Un secteur économique de cette importance ne pourrait échapper à la puissance publique. Dans ce sens, l'attitude de l'Etat mauritanien a varié allant progressivement de mesures restrictives, voire répressives, au début de l'activité (2016) à une attitude plus compréhensive et d'encadrement légal et opérationnel les années suivantes. La pleine reconnaissance et mise en place d'une politique d'intégration de ce secteur intervient en 2020 avec la mise en place d'une institution dédiée à cette activité⁹. Le dialogue avec les orpailleurs prendra alors une nouvelle tournure que les parties prenantes espéraient plus réaliste et bénéfique. En tout cas, il s'agissait d'un visage administratif que les orpailleurs espéraient voir au lieu de l'omniprésence des forces de sécurité pouvant symboliser à leurs yeux une période de répression et d'illégalité.

Ce faisant, l'Etat cherche à se positionner comme un acteur central vis-à-vis d'une dynamique sociale et économique du phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En effet, si les enjeux économiques liés à l'emploi et aux revenus sont importants dans l'orpaillage, celui-ci présente également plusieurs défis dans le contexte du développement durable.

⁹ Le décret 2020 -065 en date du 18 juillet 2020 a créé un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé *Maaden* (Mines de Mauritanie) avec

| Orpaillage comme attraction



de nouveaux acteurs

Le développement de l'orpaillage attire de nouveaux acteurs qui cherchent à s'occuper des résidus accumulés dans les centres de traitement minier. Ce domaine demande en fait une plus grande technicité et plus de capital. La législation mauritanienne concernant l'orpaillage le classe dans la sphère semi-industrielle. L'Agence Mauritanienne d'Information souligne que 30,000 agréments ont déjà été distribués. Les investisseurs de cette composante comprennent des nationaux mais aussi des investisseurs soudanais, turcs et chinois (AMI, 2020).

Par ailleurs, sur le plan politique, on observe que l'orpaillage constitue un domaine de positionnement pour certains acteurs politiques. Ces derniers se montrent attentifs à la situation précaire des travailleurs de ce secteur. La campagne du candidat aux dernières élections présidentielles de 2019, M. Biram Dah Abeid illustre bien ce type d'intervention à travers son déplacement en 2022 à la ville minière de Chami et dans certaines localités d'orpaillage et ses discours à l'adresse des masses (lauthentic.info).

comme mission d'encadrer la mine artisanale et semi industrielle.

Défis de l'orpaillage : l'autre

face de cette activité

En plus des avantages cités précédemment, ce secteur de mine artisanale présente aussi une face problématique avec des éléments de contexte qui ne peuvent qu'inspirer la crainte pour la santé, l'environnement et la sécurité. Ces dimensions constituent la vulnérabilité du secteur mais exige des solutions de précaution pour garantir la durabilité.

En effet, les matériaux minéraux acheminés depuis les sites d'extraction sont traités par le mercure au niveau des centres de concassage/ broyage alors qu'il s'agit d'un produit hautement nocif, objet de convention internationale. Comment protéger les personnes et le milieu et s'assurer que le processus d'orpaillage n'implique pas le rejet du mercure dans l'environnement, polluant ainsi les sols et les ressources en eau (photo 2)?

Photo2 : Traitement par mercure dans le centre minier de Chami© MT Heidi, 2021

En fait, les centres de traitement ont été mis en place par l'Etat en vue de contribuer à protéger l'environnement mais leurs emplacements actuels sont temporaires ne répondant pas réellement à cet objectif initial. Les conditions particulières de l'émergence du phénomène pourraient expliquer cette situation. Cependant, leur éventuelle et nécessaire délocalisation pose énormément de problèmes aussi bien en termes de logistique mais aussi par rapport aux conflits d'intérêt pour les autres groupes/usagers comme les éleveurs transhumants qui craignent pour leurs couloirs pastoraux et les habitants proches de certaines zones ciblées (photo 3).

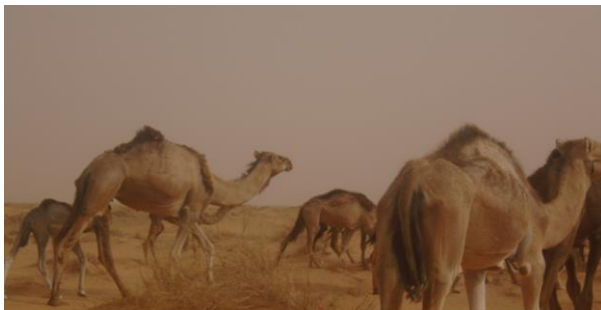


Photo 3 : Transhumance des chameaux dans une zone ciblée par l'orpaillage, ©MT Heidi, 2021

Un autre défi de cette activité est la sécurité. En effet, se passant dans des confins désertiques et avec un faible contrôle public, des risques de criminalité, de terrorisme ou de violation des droits humains ne peuvent être négligés. Dans des contextes géographiques similaires, l'orpaillage a été signalé comme un facteur de déstabilisation et d'insécurité (Grégoire et al, 2011 ; Barroux in Le Monde, 2014).

Conclusion

L'orpaillage est une activité récente en Mauritanie comparée avec d'autres pays voisins. Elle se présente aujourd'hui comme une opportunité économique étant un choix populaire parmi les chômeurs qui ont été laissés pour compte par le gouvernement dans les villes et parmi les jeunes qui sont de plus en plus désillusionnés par l'échec des programmes gouvernementaux visant à les intégrer dans le marché du travail.

L'orpaillage a réalisé de bons résultats économiques tout au long de la chaîne de valeur de cette activité.

La gestion de ce secteur présente de sérieux défis en raison de la migration massive, l'éloignement des sites d'extraction, les problèmes environnementaux liés à l'usage du mercure et les problèmes de sécurité. L'Etat mauritanien cherche à se positionner comme acteur central au niveau de ce secteur à travers plusieurs initiatives d'ordre réglementaire et opérationnel. Cependant, il y a le besoin de programmes de sensibilisation et de formation de cette population et une politique plus inclusive qui permet d'identifier et d'institutionnaliser les réseaux et la dynamique socioéconomique aujourd'hui présente dans cette partie saharienne de la Mauritanie.

References

- Agence Mauritanienne d'Information (AMI) (2020)**, Magazine Horizons N° 003/ Jeudi 1er Octobre 2020.
- Barroux, R. (2014)**: Au Sénégal, l'enfer des mines d'or pour des centaines d'enfants. Le Monde. https://www.le-monde.fr/planete/article/2014/06/16/au-senegal-l-enfer-des-mines-d-or-pour-des-centaines-d-enfants_4438916_3244.html
- Brites, J. ; Evrard, C., Melly, P. & Pettigrew, E. (2021)**: La Mauritanie de Ghazouani : l'illusion de l'alternance, in : L'Année du Maghreb [En ligne], 26 | 2021, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 13 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/10394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.10394>
- Chevillon-Guibert, R. & Magrin, G. (2018)** : Ruées vers l'or au Soudan, au Tchad et au Sahel : logiques étatiques, mobilités et contrôle territorial », Bulletin de l'association de géographes français [En ligne], 95 (2), <https://doi.org/10.4000/bagf.3272>
- Ciavolella, R. & Fresia, M (2009)** : Entre démocratisation et coups d'État. Hégémonie et subalternité en Mauritanie », Politique africaine 114 (2), pp. 5-23.
- N'Diaye S, (2010)**: Mémoire et réconciliation en Mauritanie, in: Cahiers d'études africaines 197, pp. 51-67.
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) (2021)** : Mauritanie : Développement Economique intégré au secteur minier. Publication de la GIZ [https://www.giz.de/de/downloads/giz2021_fr_Factsheet_DEIM_2021_Final%20\(2\).pdf](https://www.giz.de/de/downloads/giz2021_fr_Factsheet_DEIM_2021_Final%20(2).pdf)
- Grégoire E. & Bourgeot A. (2011)** : Désordre, pouvoirs et re-compositions territoriales au Sahara, in : Hérodote 142, pp. 3-11. DOI : [10.3917/her.142.0003](https://doi.org/10.3917/her.142.0003)
- Heidi, M.T. (2022)**: Artisanal gold mining in Mauritania, in: State, Society and Islam in the Western Regions of the Sahara: Regional Interactions and Social Change. Ed. Francisco Freire. London, : I.B. Tauris, 2022. Pp. 107–142.
- Magrin, G. (2015)** : L'Afrique entre « malédiction des ressources » et « émergence » : une bifurcation ?, in : Revue Française de Socio-Économie 2015 (2), pp. 105-120. DOI : [10.3917/rfse.hs1.0105](https://doi.org/10.3917/rfse.hs1.0105).
- Tanguy P. (2003)** : L'urbanisation irrégulière à Nouakchott : 1960-2000. *Insaniyat / إنسانيات* 22, DOI : <https://doi.org/10.4000/insaniyat.6863>
- United Nations Development Program (UNDP) (2020)**: Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2020, New York : United Nations Publications. <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/fr/MRT.pdf>
- Vergara, F. (1976)** : La Voie Étroite de La Mauritanie, in : Esprit 460 (9), pp. 310–321.
- World Bank (2022)**: Report on the Economic Situation in Mauritania. Leveraging the private sector to drive economic transformation and job creation. Washington D.C.: World Bank <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099145106202224611/pdf/P1774230a0c7f806098d50fb472f653e0f.pdf>
- <http://lauthentic.info/Actualites/article/Birame-Dah-Abeid-au-Nord-a-l-ecoute-des-orpailleurs-et-des-populations-avant-l> accessed on 20.01.2023.

EXTRACTIVISM

| The Project

The collaborative research project ***extractivism.de*** links the Universities of Kassel and Marburg. The project scrutinizes the extractivist development model and proposes new economic, political, and sociological conceptions of extractivism. It preliminarily focuses on Latin America and the Maghreb patterns. The project researches the conditions under which these patterns affect the persistence and transformative capacity of extractivism and its respective institutional settings. Finally, it explores how extractivism affects cultural processes and habitual routines and questions under what conditions and how far the development model extends into institution-building and social practice, i.e., everyday life.

The project aims to understand extractive societies not as deviants from the Western trajectory of development but in their own logic and their own particularities. The project, therefore, combines a strong empirical focus with theoretical work. It links both broad field research and data gathering of primary data and the qualitative and quantitative analysis of available secondary sources with a stringent transregional comparison. It develops methods in cross-area studies and investigates whether and why similar patterns of social change emerge in different areas and world regions despite significant cultural, social, or religious differences. Finally, the project intends to translate the findings for politics, society, and development cooperation.

Please visit www.extractivism.de for further information.

GEFÖRDERT VOM



Bundesministerium
für Bildung
und Forschung

U N I K A S S E L
V E R S I T Ä T

Philipp



Universität
Marburg